



## AIDE. La communauté internationale peine à vaincre le fléau de la faim.

# AIDE La communauté internationale ne parvient pas à vaincre le fléau de la faim dans le monde

■ Le nombre de victimes a augmenté de 10 % en dix ans, notamment en raison des conflits armés, de la corruption et des exportations de produits agricoles subventionnés.

■ L'Onu organise aujourd'hui la Journée mondiale de l'alimentation.

Environ 850 millions de personnes souffrent de la faim dans le monde. Loin de s'améliorer, la situation s'aggrave plutôt : elles étaient 780 millions en 1995. Paradoxe : 80 % d'entre elles vivent dans les campagnes et sont censées nourrir leur famille et les populations urbaines. Chaque jour, 25.000 personnes meurent de ce fléau, dont un enfant toutes les cinq secondes. Pourtant, il y a dix ans, le Sommet mondial de l'alimentation avait promis de réduire de moitié le nombre des victimes de la faim, rappelle le Comité français pour la solidarité internationale (CFSI).

La Journée mondiale de l'alimentation, qui a lieu aujourd'hui sous l'égide de l'ONU pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), avec pour slogan « Investir dans l'agriculture pour la sécurité alimentaire », renvoie la Communauté internationale à ses engagements. « La faim n'est pas une fatalité ! » fustige l'ONG Solidarités, qui intervient dans plusieurs points chauds du monde comme le Darfour, aux côtés du Programme alimentaire mondial (PAM). Guerres, corruption,

manque de démocraties, exportations de produits agricoles subventionnés dans les pays du Nord, les raisons invoquées sont diverses. Les trois quarts des pays les plus affectés par la faim ont été la proie de conflits armés.

Jean-Christophe Rufin, président d'honneur d'Action contre la faim, souligne que le PAM a vu la part de son budget consacrée au développement fondre de 75 % à 25 %, l'urgence accaparant peu à peu ses ressources. « Depuis un peu plus d'une décennie, l'aide publique au développement consacrée à l'agriculture a été divisée par deux », explique Jean-Louis Vielajus, délégué général du CFSI. Pour Coordination Sud, qui fédère les ONG françaises de solidarité, la coopération hexagonale « souffre d'un éclatement et d'un manque de lisibilité ». Elle passe encore par de trop nombreux intervenants.

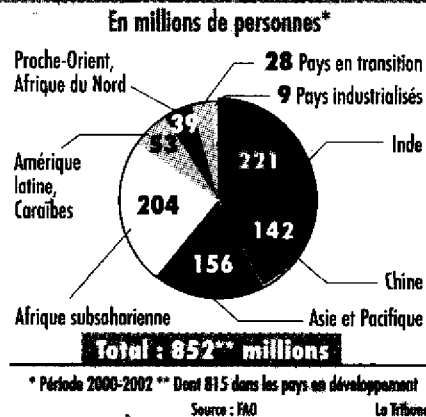
**Inégalités.** Au Mali, « des panneaux publicitaires vantent dans tout Bamako la qualité des produits laitiers importés à grand renfort de fermières hollandaises », ironise Jean-Louis Vielajus. Or ce pays, l'un des cinquante les moins avancés, « compte 7 millions de têtes de bétail et l'élevage y est le troisième facteur de richesses, après le coton et l'or », poursuit-il. Mais la filière laitière malienne recule devant le lait en poudre à bas prix importé d'Europe ou d'autres gros pays exportateurs. Certes, « la production locale est irrégulière et la collecte oblige à de longs trajets sous la chaleur », précise-t-il. Mais « le déversement de surplus agricoles de pays autrement plus avantagés que le

Mali se fait au détriment de la production locale », fustige le délégué général. Il entraîne une chute des revenus pour de nombreuses familles paysannes, l'abandon d'une filière potentiellement génératrice d'emplois et une panne supplémentaire pour le développement.

D'autres pays du Sud connaissent le même sort en Afrique et même en Asie, comme la Mongolie. En dehors du Kenya, rares sont les pays relevant leurs barrières douanières pour se protéger. « Au Cameroun, dans le secteur du poulet, certains arrangements entre les personnels administratifs et les lobbies importateurs ont retardé le relèvement des droits de douane », explique Jean-Louis Vielajus. L'Europe dépense environ 40 milliards d'euros par an pour aider son agriculture. La France capte le quart de cette manne. Des ONG bataillent contre les distorsions de concurrence, dont se rendent responsables les pays exportateurs de produits agroalimentaires subventionnés (États-Unis, Union européenne). « La libéralisation des échanges de biens agricoles met en concurrence un milliard d'agriculteurs familiaux du Sud, qui travaillent de leurs mains un petit lopin de terre, avec 30 millions de paysans des pays riches dotés d'un tracteur au moins », commente le CFSI.

**Laurent Chemineau**

Lire également le point de vue de Luc Guyau, président de l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture, en page 35

**LA SOUS-ALIMENTATION DANS LE MONDE****entretien** JACQUES ATTALI, PRÉSIDENT DE PLANETFINANCE**« La microfinance contre l'exode rural »**

■ Longtemps considéré comme une initiative sympathique mais marginale, le microcrédit vient d'être couronné en tant qu'instrument privilégié de la lutte contre la pauvreté et la faim. Celui qui l'a porté sur le devant de la scène, Muhammad Yunus, fondateur de la Grameen Bank, a reçu vendredi le prix Nobel de la paix. Président du comité d'honneur de PlanetFinance, organisation de solidarité internationale spécialisée dans le développement de la microfinance qu'il a fondée avec l'ancien sherpa de François Mitterrand, Jacques Attali, « Muhammad Yunus a apporté une des principales réponses aux défis du développement et de l'alimentation dans la perspective d'un fort accroissement de la population » (9 milliards vers 2050), explique Jacques Attali, président de l'organisation, présente dans 60 pays.

Le microcrédit, formule consistant à accorder aux pauvres un prêt généralement modeste pour les aider à financer la création de leur propre emploi, « représente moins de 2 % de l'aide publique au développement en faveur des pays du Sud », souligne Jacques Attali. « Mais il court-circuite les gouvernements et la corruption », souligne l'auteur de nombreux essais sur l'avenir de la planète.

D'ores et déjà, le microcrédit, qui évolue vers la notion de microfinance en

s'élargissant aux produits financiers tels que la micro-assurance, « bénéficie à 130 millions de personnes, c'est-à-dire en réalité à 600 millions si on inclut leurs familles », souligne Jacques Attali. « Et, dans cinq ans, on va plus que doubler leur nombre à 1,2 milliard », estime-t-il. Il y a une décennie, on comptait seulement 7 millions de bénéficiaires. Dans le même laps de temps, le nombre des institutions spécialisées dans la microfinance est passé de 400 à 10.000. Pour nourrir la planète en 2050, « la production agricole devra doubler du fait de l'accroissement démographique, de l'élévation du niveau de vie et du basculement des populations vers les villes, ce qu'on ne sait pas faire », s'inquiète Jacques Attali. D'où la nécessité de « ralentir l'exode rural sans entraver l'accroissement de la productivité agricole », explique-t-il. Dans cette perspective, la microfinance « peut contribuer à maintenir des millions de ruraux à la campagne ou dans des villes de petite taille dans des pays comme l'Inde notamment, en les aidant à créer des emplois autres que ceux offerts par l'agriculture... », précise Attali.

Propos recueillis par L. C.